

SOCIÉTÉ

Terrorisme: les autorités incitent les Français à se prendre en main

MARIE-AMÉLIE LOMBARD-LATUNE
@malombard

SÉCURITÉ Ce matin de février, des « huiles » de la Défense, de l'Intérieur, du Samu ou des pompiers sont réunies dans un auditorium de la Bibliothèque nationale de France. Des exposés de ces responsables, on attendait l'habituel discours sur les vertus d'un État puissant et d'une administration forte lorsque la France est attaquée. Mais plusieurs phrases, prononcées à la tribune, intriguent. Ainsi, le préfet Evence Richard : « Il va falloir vivre avec la menace terroriste et les pouvoirs publics ne vont pas tout régler. » Le lieutenant-colonel des pompiers Ludovic Pinganaud : « Nous devons nous préparer à être sidérés, à devoir affronter des situations pires que celles que nous pouvons imaginer. Il faut développer nos capacités d'adaptation à l'improbable. » Le thème de la journée d'étude (*) peut sembler ronflant - « Face au terrorisme, résilience et implication de la société civile » - il touche un point concret : que peut faire chaque citoyen dans la perspective de nouvelles attaques terroristes ? Entre vouloir ne rien changer à ses habitudes au prétexte de ne pas tomber dans le piège tendu par des djihadistes, adopter la doctrine du « comme si de rien n'était » et céder à la paranoïa ou à la démagogie belliqueuse, façon Donald Trump qui incite presque chaque Français à porter une arme (2), un espace existe. La mentalité des Français évolue, le sujet n'est plus tabou mais évidemment anxiogène. D'où la nécessité pour l'exécutif, déjà taxé d'avoir emprunté un virage sécuritaire, de ne pas en faire trop dans ce registre tout en encourageant les initiatives.

« Run, hide, fight »

Preuve de cette volonté de « vigilance citoyenne » au plus haut niveau, des vidéos, montées par deux services placés sous l'autorité de Manuel Valls (3), seront diffusées auprès du grand public dès la semaine prochaine. Elles approfondissent les consignes de la plaquette intitulée « Réagir en cas d'attaque terroriste » et placardée dans tous les lieux publics depuis le 13 novembre. Ces consignes tiennent en trois points : « S'échapper, se cacher, alerter », sur le modèle du « Run, hide, fight » américain, le terme « fight » (combattre) ayant été remplacé par un

Des vidéos expliquant comment réagir en cas d'attaque terroriste seront bientôt diffusées par le gouvernement.

« alerter » plus conforme à la culture française. Dans le même registre, des guides détaillés vont être distribués aux chefs d'établissements scolaires, aux responsables de centres commerciaux ou directeurs de salles de spectacle pour leur indiquer la marche à suivre (autant que possible) en cas d'attentats.

Beaucoup de ceux qui ont été mêlés de près ou de loin au 13 novembre - victimes

mais aussi secours ou témoins - ont constaté à quel point les Français n'étaient pas prêts à ce terrorisme aveugle de masse. « On a tous l'habitude d'un État bien organisé, où, en cas de problème, les pompiers arrivent en quinze minutes. On découvre que ce n'est pas si simple », constate l'avocat Thibault de Montbrial, spécialiste des questions de sécurité. En visionnant les images des tueries, les experts ont vu que les malheureux qui n'avaient pas eu le réflexe de se jeter par terre ont été les premiers fauchés par les rafales de kalachnikov. Dès janvier 2015, le dessinateur de *Charlie Hebdo*, Riss, soulignait qu'il avait eu l'instinct de plonger au sol - une réminiscence de son service militaire lorsqu'il entendait « Grenade ! »...

Question securiteuse, les Français sont très en retard : 1,5 million ont été initiés aux premiers secours (4) alors qu'en Norvège, 95 % de la population est formée. Pourtant, davantage de vies auraient sans doute pu être sauvées si plus de clients et passants avaient su poser un garrot ou faire un point de compression dans la soi-

rée du 13 novembre. En cas de blessures par balles, les premières minutes, avant l'arrivée des services médicaux, sont cruciales. Car, comme le souligne le médecin chef du Samu de Paris, le Pr Pierre Carli : « Ensuite, on ne meurt pas à l'hôpital. » Sept jours après les attentats, la mortalité des blessés n'a pas dépassé 1,3 %. Depuis quelques semaines, les formations aux premiers secours dispensées par les pompiers ou la Croix-Rouge et encouragées par le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, attirent du monde. Mais, pour plusieurs acteurs de la médecine d'urgence, l'engouement pour ces sessions risque de ressembler à un feu de paille. « Les casernes ne sont pas pleines. A Paris, c'est un peu un truc de bobos qui vont passer quelques heures à se faire des frissons... », regrette l'un d'eux. Or, pour être efficace, une formation doit être suivie jusqu'au bout et, surtout, se prolonger par un « recyclage ». En novembre, c'est pour cette raison que le gouvernement a renoncé à faire appel aux réservistes. Trop peu était à jour de leur formation continue...

À chaud, la société civile fourmille d'initiatives. Tel le mouvement de solidarité lancé sur Twitter (#portouverte) par des internautes proposant à des personnes de se réfugier chez eux, en lieu sûr. Mais comment structurer ces bonnes volontés auxquelles les spécialistes ont déjà trouvé un nom : « les bénévoles bienveillants ». Le 13 novembre au soir, Facebook a activé son service safety check permettant de rassurer ses proches en un clic. Une façon parfois de contourner la saturation du réseau téléphonique.

« Intelligence collective »

C'est en apprenant que le 17, le numéro de police secours, avait été submergé que l'entrepreneur du Net et fondateur du site « Comment ça marche », Jean-François Pillou (5), a lancé l'idée d'un « hackathon », foire aux idées innovantes pour faire face aux situations de crise, reprise par la Mairie de Paris lors du week-end des 16 et 17 janvier. Quelque 400 personnes y ont participé. Parmi les innovations qui ont retenu l'attention de Jean-François Pillou, celle qui permettrait aux services d'urgence de trier et de hiérarchiser les appels au secours selon le niveau de stress décelé dans la voix de leur interlocuteur.

À la BnF, concluant le colloque, le consultant Patrick Lagadec, ancien directeur de recherche à l'École polytechnique, assurait que, face au terrorisme, « un corps, une structure ne peut seule apporter les réponses qui font appel à l'agilité et la plasticité de tous. La gestion de crise est aujourd'hui bouleversée. La question à se poser est désormais : "Comment s'appuyer sur ce que les citoyens font de bien ?" ». Avant de citer comme exemple « l'intelligence collective » mise en œuvre lors de l'attaque du World Trade Center à New York. Grâce aux informations données par les employés pris au piège et analysées à l'extérieur pendant les 102 minutes qui ont précédé l'effondrement des tours, des itinéraires de fuite ont pu être recommandés afin de s'échapper des tours infernales. ■



Une victime des attaques du 13 novembre git devant la brasserie La Bonne Bière, rue de la Fontaine-au-Roi à Paris.

« Au Bataclan, mes réflexes m'ont sauvé »

■ « LA SORTIE DE SECOURS, là, à gauche, à 15-20 mètres. Il faut que j'y arrive » : le cerveau de Jérôme n'a plus que cet objectif. Lorsque les premiers coups de feu claquent à l'entrée du Bataclan, l'homme de 36 ans ne croit pas à des « pétards » comme beaucoup d'autres spectateurs, il plonge à terre, sur le sol de la fosse. Dès que la première série de tirs cesse et que les lumières de la salle se rallument, il analyse la situation : « Je ne voyais pas les terroristes car nous étions environ 1 ou 1,50 mètre en contrebas, mais j'entendais. J'ai pu localiser les tirs mais aussi essayer de comprendre les trajectoires des balles. J'avais l'avantage de connaître très bien les lieux. Fan de concerts, je suis allé une trentaine de fois au Bataclan. »

Deuxième série de tirs. Jérôme et ses amis, deux hommes et deux femmes, sont tous jours couchés au sol. « J'ai vu que, du côté gauche, personne ne se prenait de balles. Je me suis dit : "Si on attend trop, les terroristes vont finir par bloquer cette issue." J'ai dit aux autres : "On y va !" » Le groupe progresse en rampant. Jérôme, qui est le premier à franchir la porte battante donnant

sur la rue, s'enfuit à toutes jambes jusqu'à se retrouver loin, dans une rue calme où il hèle un taxi pour rentrer chez lui. Sans même s'apercevoir qu'il est sérieusement blessé au mollet, sans doute par le talon d'une spectatrice qui l'a piétiné.

« Dans ce type de situation, soit les gens sont paralysés. Ils ne veulent pas croire à ce qui arrive. Soit ils se transforment en animal, avec un instinct et des réflexes. Ce fut mon cas, constate Jérôme. Une attitude peut-être facilitée par le fait que je n'avais d'autres liens que d'amitié avec mon groupe. J'aurais eu ma femme ou un enfant avec moi, j'aurais peut-être réagi différemment. Cela étant, j'ai quand même culpabilisé d'avoir « abandonné » mes amis après leur avoir dit qu'il fallait fuir. »

Difficile de savoir pourquoi Jérôme a opté pour les bons réflexes. Lui-même, qui n'a jamais eu de formation militaire, s'interroge encore. Une explication peut-être : il travaille dans un grand groupe français qui emploie des équipes dans des pays à risques. À la direction de la sûreté, il voit passer les recommandations données aux expatriés. Le 13 novembre, ces consignes étaient sans doute imprimées dans son cerveau. ■

M.-A.-L.-L.

Des professionnels dévoilent leurs conseils

■ PLUS DE 10 000 exemplaires ont déjà été vendus, selon l'éditeur (1). Le manuel s'intitule « Vivre avec la menace terroriste ». Cent pages pour apprendre les « réflexes, gestes et attitudes qui sauvent », au nombre desquels la tech-



Un manuel destiné, selon ses auteurs, à « ne pas arrêter de vivre en dépit de cette odieuse menace ».

nique pour se plaquer au sol, la gestion du stress ou la meilleure façon de donner l'alerte. Les deux auteurs Raphaël et Olivier Saint-Vincent, des frères jumeaux qui pratiquent tous deux le close combat (technique de corps à corps), ont voulu aider leurs concitoyens à « ne pas arrêter de vivre en dépit de cette odieuse menace ».

« Les gens, et notamment les jeunes, très touchés par les attaques du 13 novembre, vivent à la fois dans un monde hyperconnecté et sont déconnectés. On ne connaît plus un numéro de téléphone par cœur, on ne sait plus se déplacer autrement qu'avec un navigateur GPS... », remarque Raphaël Saint-Vincent, qui est également chargé de la prévention du risque terroriste au sein de l'Union des sociétés d'éducation physique et de préparation militaire. Or le 13 au soir, des terroristes pas très professionnels - ils n'ont pas atteint leur objectif au Stade de France - ont réussi à nous terroriser. » Le trentenaire sportif, qui n'a pas pu autant un discours de Rambo, estime sentir « un frémissement dans la société civile alors que ces questions étaient jusqu'à présent largement taboues ». Les deux frères, dont le livre a reçu un bon accueil auprès des autorités, préparent désormais un guide plus étoffé et des modules de formation pratique. ■

M.-A.-L.-L.

(1) Éditions Eyrolles, décembre 2015. Les droits d'auteurs sont reversés à l'Association française des victimes du terrorisme.

Utiliser la puissance des réseaux sociaux

■ DÈS le 13 novembre au soir, ils ont été 43 volontaires à se relayer pour scruter Internet et les réseaux sociaux pendant 72 heures au sein du réseau Visov (Volontaires internationaux en soutien opérationnel virtuel). Concrètement, l'association, qui existe depuis 2012, regroupe une centaine de membres, pour beaucoup issus du milieu de la sécurité civile,

qui vont exercer une veille numérique pour permettre de repérer et d'analyser les informations circulant sur la Toile lors d'une catastrophe naturelle, d'un accident collectif ou d'un attentat.

Le 13 novembre, ils se sont notamment intéressés aux alertes sur de prétendues nouvelles attaques au Panthéon, au Centre Pompidou ou gare du Nord, etc. Dans ce dernier exemple, la logique prédominante : un vendredi soir, si un événement se produit dans une gare, Internet va vite s'en faire l'écho. Or Visov a constaté qu'un seul internaute évoquait ce soi-disant attentat...

Les volontaires ont également découvert qu'une adolescente de 15 ans, Marie, habitant en Franche-Comté, avait cette nuit-là créé un compte Twitter pour des personnes cherchant des nouvelles d'un proche. Par recoupements, elle a réussi à « retrouver » une cinquantaine de personnes et à rassurer leurs familles. La puissance des réseaux sociaux... Pour Antoine Jouanneaux, membre du bureau de Visov, elle pourrait être davantage utilisée à bon escient. Après les attentats, les messages de solidarité postés par des artistes comme l'acteur Dany Boon ou le chanteur M Pokora ont été vus par près d'un million de personnes. « Pourquoi ne pas leur demander de relayer des messages officiels en cas de crise ? », interroge Antoine Jouanneaux. ■

M.-A.-L.-L.



La rapidité et la réactivité de Twitter et Facebook pourraient être utilisées en cas de crise.

ANTHONY BOZEMAN/WAP

(1) Organisée par la Fondation pour la recherche stratégique. (2) Dans une interview à « Valeurs actuelles » du 11 février 2016. (3) Le Service d'information du gouvernement et de la Sécurité nationale de la défense et de la sécurité nationale. (4) Selon une étude du CAS de 2012. (5) Membre du comité exécutif du «Figaro».